Pascal Tremblay*

« La politique canadienne sur le multiculturalisme »

* Pascal Tremblay est étudiant de deuxième année au baccalauréat de science politique à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC). Il collabore comme assistant de recherche au Groupe de recherche sur les sociétés plurinationales (GRSP).

ABSTRACT

The Canadian multiculturalism policy of 1971 became a law in 1988. This text analyses the different critics of the former policy that influenced the elaboration of the 1988 law. It also presents an analysis of the dimensions of that law, which endeavors to be a compromise between pluralism and integration.

INTRODUCTION

C'est en 1988 que la Chambre des communes et le Sénat adoptaient à l'unanimité la Loi sur le multiculturalisme canadien destinée « à préserver et valoriser le patrimoine culturel des Canadiens tout en s'employant à réaliser l'égalité de tous les Canadiens dans les secteurs économique, social, culturel et politique de la vie canadienne¹. » Le multiculturalisme, il est presque devenu un lieu commun de l'affirmer, est une approche spécifiquement canadienne d'aborder le pluralisme. Le terme multiculturel désigne le regroupement de différentes formes de pluralismes culturels dont les minorités nationales et les groupes polyethniques². Ainsi, on qualifie un pays de multiculturel, lorsqu'il renferme ces deux formes de pluralismes. L'État canadien affirmait donc avec cette loi, comme il l'avait fait dix sept ans plus tôt, qu'il reconnaissait l'hétérogénéité de la population canadienne sur les plans de la nationalité d'origine, de l'origine ethnique, de la couleur et de la religion.

Cette loi remplaçait la première politique officielle sur le multiculturalisme, votée en 1971, qui avait pour objectif de répondre au pluralisme croissant de la population dans un contexte où l'immigration provenait de moins en moins d'Europe. Le Canada remplaçait ainsi le biculturalisme par le multiculturalisme, ce qui fut sévèrement critiqué au Québec, autant par les souverainistes que par les fédéralistes, lui reprochant de briser le dualisme traditionnel.

Néanmoins, la critique qui mobilisa le plus d'acteurs à cette époque était celle qui accusait la politique d'encourager le développement des groupes ethniques hors

de la communauté majoritaire canadienne. Cette critique s'incarnait dans deux principales forces qui représentaient deux intérêts différents : d'abord les fervents d'une sorte de nationalisme civique canadien servant à promouvoir la valeur de cohésion au cœur de la société et ensuite, les représentants des communautés ethniques qui reprochaient à cette politique de ne pas assez les intégrer dans leurs institutions, situation qui favorisait la discrimination dans les milieux sociaux.

Nous soutiendrons donc dans ce texte que la Loi sur le multiculturalisme canadien de 1988 est née de l'impulsion de ces deux intérêts politiques divergents sur le plan des raisons de leur mobilisation. Nous ferons un survol de l'élaboration de la politique de 1971 afin de présenter les facteurs et principes qui ont influencé sa réalisation. Ensuite, lorsque nous connaîtrons ses fondements, nous pourrions dresser un portrait des acteurs qui ont tenté de l'influencer. Ainsi, il sera possible d'identifier à travers le processus d'élaboration de la Loi sur le multiculturalisme canadien de 1988, si les forces qui ont donné l'impulsion aux modifications furent écoutées, et de démontrer que cette loi a pour objectif de prévenir et d'arranger les problèmes soulevés par les acteurs à propos de la première esquisse de la politique.

LE MULTICULTURALISME DE 1971 ET SES FONDEMENTS

Le simple fait de consacrer la différence des citoyens dans une politique officielle faisait du Canada un pays très novateur en matière de reconnaissance du pluralisme, d'autant plus qu'il se différenciait fermement de l'approche étatsunienne. Au lieu d'assimiler les groupes minoritaires à un melting pot comme le faisait l'approche utilisée au sud de la frontière, le Canada reconnaissait la diversité culturelle comme une valeur fondamentale de la citoyenneté canadienne, ce qui était très bien accueilli chez les anglo-canadiens³. Essentiellement, cette politique avait pour objectif de rejeter « à la fois l'assimilation des groupes minoritaires à la culture dominante et le pluralisme culturel radical⁴ » et d'insister sur la nécessité « de dégager des valeurs communes pour tous les Canadiens⁵ ».

Cependant, l'élaboration d'une politique multiculturelle ne fut pas simplement l'exécution de la volonté unanime des citoyens canadiens. À cet égard, les intentions d'acteurs bien particuliers ont influencé sa conception comme Pierre Elliott Trudeau. Ce membre important de l'élite libérale, avec sa conception individualiste de la citoyenneté et son anti-nationalisme, a donné le ton à la politique de 1971 en mettant toute l'importance sur le respect des droits libéraux, tout en

¹ CANADA (1988). *Loi sur le multiculturalisme canadien*.

² Définition inspirée de celle dans *La citoyenneté multiculturelle* de Will Kymlicka.

³ TRENT, John E (2000), p. 211.

⁴ HOULE, François (1999).

⁵ *Ibid.*

passant sous silence l'adhésion à certaines valeurs et obligations auxquelles tout citoyen canadien devait adhérer : « l'homme n'appartient ni à sa langue, ni à sa race ; il n'appartient qu'à lui-même, car c'est un être libre, c'est à dire un être moral⁶ » et, « un gouvernement nationaliste est par essence intolérant, discriminatoire et en fin de compte totalitaire⁷. » En tenant ce discours, il limitait l'« exercice » de la culture dans la sphère privée et obligeait les membres des minorités nationales ou des groupes polyethniques à s'adapter à une sphère publique dominée par les valeurs de la majorité. Voulant conserver l'unité et la force du groupe majoritaire, il offrait deux alternatives à l'avis de ses détracteurs : l'assimilation ou la marginalisation. Le manque de souplesse de la culture publique faisait de la communauté politique majoritaire un milieu très peu perméable aux valeurs des groupes minoritaires, ce qui ne permettait pas l'intégration et la cohésion sociale : « Notre façon de voir le multiculturalisme dévalue cela même qu'on souhaite protéger et promouvoir⁸. »

Bref, cette marginalisation était un réflexe répondant au besoin des individus de conserver leurs différences en utilisant leur droit de s'associer librement dans leur sphère privée, ce qui semblait être à l'avis de ses opposants une conséquence directe de l'inspiration libérale du « droit négatif ». C'est précisément cette problématique qui allait ordonner le système d'acteurs qui prêchaient la réforme du multiculturalisme.

LA GENÈSE DES ACTEURS INTÉRESSÉS ET LA FORMULATION DE LEURS DISCOURS

Il n'y eut aucun consensus autour du multiculturalisme et plusieurs coalitions se mobilisèrent pour des raisons différentes. Sommairement, on peut placer les forces dans la « coalition ennemie » ou dans la « coalition critique » de cette politique, les deux se subdivisant par la suite.

Les factions en postures oppositionnelles (coalition des ennemis), remettaient en question l'existence même d'une politique sur le multiculturalisme. Parmi ceux-ci, il y avait les élites intellectuelles et politiques québécoises francophones qui regrettaient l'ancien statut de culture officielle au côté des anglo-canadiens. Pour eux, l'ancienne politique du biculturalisme incarnait « l'égalité entre les peuples fondateurs⁹. » Il y eut aussi mobilisation dans la droite canadienne qui accusait le multiculturalisme de miner l'unité canadienne. Toutefois, ces attaques masquaient plutôt un rejet de la diversité et une peur de l'immigration. Le Parti réformiste, quant à lui, plus libéral, soutenait que la protection des cultures ne devait pas passer par l'État et ne relevait que des individus et des groupes.

Il est primordial de préciser que les forces ennemies de la politique ne réussirent pas à mobiliser suffisamment ni leurs membres ni l'opinion publique canadienne, et ne trouvèrent pas d'élites politiques pouvant relayer leur position à l'intérieur de l'État. À cette époque, il y avait consensus sur l'adoption d'une telle politique chez les citoyens canadiens¹⁰. De son côté, le Québec refusa d'adopter la politique canadienne, mais élaborait quand même ses propres programmes qui reproduisaient ceux adoptés par le gouvernement fédéral.

Les acteurs en posture critique

D'abord, il est important de préciser que la conjoncture politique de la décennie suivant l'adoption de la politique sur le multiculturalisme canadien offrit une fenêtre d'opportunité très avantageuse aux entrepreneurs politiques qui se mobilisaient en faveur d'une reformulation des principes de 1971. Déjà, en 1982, lors de l'adoption de la Charte canadienne des droits et libertés, on accorda beaucoup d'importance au pluralisme, ce qui ouvrait une brèche dans le statu quo qui durait depuis 1971. Il y eut aussi la Loi sur l'équité en matière d'emploi de 1986 qui permit à ces intérêts de se manifester. De plus, l'examen des programmes du gouvernement fédéral par le parti héritant du pouvoir, soit les conservateurs de Brian Mulroney, donna toutes les chances à ces entrepreneurs politiques d'être entendus. Nous pouvons même soutenir que l'État joua un rôle essentiel dans la mise à l'agenda de la refonte du programme parce que le groupe d'examen chargé de la culture et de la communication réaffirma la pertinence du programme sur le multiculturalisme. Il énonçait même cette critique : « les groupes minoritaires auxquels ne s'adressent que des programmes multiculturels ont tendance à demeurer isolés¹¹. » Désormais, les objectifs du multiculturalisme « devraient aller au-delà du simple maintien de la culture et mettre l'accent sur l'intégration¹² », d'après les conclusions du rapport. Ceci ouvrait la porte à l'action des intérêts convergents. Otto Jelinek, alors ministre d'État au multiculturalisme, faisait écho au rapport Multiculturalisme : Cimentier la mosaïque canadienne du Comité permanent du multiculturalisme en disant qu'il fallait faire en sorte que cette politique assure autant l'égalité dans les sphères politique, économique et sociale que dans la sphère culturelle¹³. L'État joua donc un rôle très important parce qu'il permit l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité qui aidait les autres acteurs à être plus facilement entendus.

Composé de ceux qui ne voulaient pas annuler, mais réformer ou renforcer cette politique, le camp des critiques réussit ainsi à canaliser le support indispensable tant du côté des élus que de la société civile. Pour faciliter l'analyse, nous diviserons ce camp en deux principales forces, même

⁶ Cité dans HOULE, François (1999). Trudeau a emprunté ces paroles à Ernest Renan.

⁷ *Ibid.*

⁸ BISSOONDATH, Neil (1995), p. 101.

⁹ McROBERTS, Kenneth (1999), p. 184.

¹⁰ TRENT, John E (2000), p. 210.

¹¹ CANADA (1986).

¹² HOULE, François (1999).

¹³ Cité dans HOULE, François (1999).

si leurs intérêts semblent souvent se recouper. Leurs soutiens n'étant pas de la même nature et leur discours n'étant pas construits sur les mêmes réclamations, nous pourrions ainsi mieux comprendre chacune d'entre elles.

Les élites libérales contre l'éclatement de la société

Plusieurs intellectuels et personnalités publiques s'approprièrent le problème et construisirent une interprétation de la situation destinée à attirer la sympathie de l'opinion publique afin de contribuer à l'élaboration d'une nouvelle politique selon l'idée qu'ils s'en faisaient.

Ce groupe d'élites soutenait les conclusions du groupe de travail chargé de l'examen des programmes en matière de culture et de communication qui avait analysé la politique multiculturelle. Évidemment, leur jugement se basait sur l'idée que l'unité canadienne était l'enjeu de l'heure, dans ce contexte où les cultures immigrantes se diversifiaient de plus en plus. À leur avis, la politique actuelle entretenait la ghettoïsation des communautés ethniques : « En limitant l'intégration des nouveaux venus, le multiculturalisme légitime la marginalisation et fait des groupes culturels des ghettos, ce qui menace la cohésion sociale¹⁴. » Dans une analyse de la politique fédérale du multiculturalisme à propos de ce qu'elle apportait aux minorités, le politologue Leslie Pal soutient que « l'aide financière fournie à ces groupes contribue à fragmenter l'identité nationale plutôt qu'à l'unifier¹⁵. » En résumé, l'essentiel du discours formulés par ces personnalités exprimait l'opinion que le pluralisme se réalisait au détriment de l'unité.

Ces élites intellectuelles et politiques s'exprimèrent à travers les médias traditionnels comme la presse. En passant par les « faiseurs d'opinion¹⁶ », elles voulaient créer un rapport de force qui ne pouvait que contraindre le gouvernement à intégrer le débat, afin d'inclure le problème politique à l'agenda institutionnel, étant donné que la question avait été institutionnalisée en 1971. Aussi, au niveau de la rhétorique, des figures stylistiques à connotation dramatique furent utilisées par ces élites pour mieux être entendues des citoyens canadiens. Par exemple, le sociologue Reginald Bibby disait avec une image forte que le multiculturalisme n'est rien d'autre que « la glorification masochiste du néant canadien¹⁷ », voulant exprimer ainsi l'inexistence de valeurs communes. Plusieurs présentèrent le problème comme s'il comprenait des implications pour le futur du Canada. Ces phrases chocs permettaient d'attirer l'attention sur leurs demandes parce qu'elles donnaient de l'ampleur au problème et qu'elles exprimaient l'implication directe du problème dans la vie des citoyens.

D'autres élites questionnaient fondamentalement la politique en disant qu'elle n'était que d'ordre symbolique.

Elles soutenaient que l'assimilation (et non l'intégration) continue dans le cadre des deux principaux groupes linguistiques : le multiculturalisme n'est qu'une parure dans ce contexte où son financement s'amenuise de plus en plus et que le gouvernement a peu fait pour le défendre contre les discours des partis d'opposition. Dans sa forme radicale, comme le dit J.E. Trent, cet argument « devient un plaidoyer contre l'oppression " raciste et sexiste " perpétrée par les " hommes anglophones, blancs et riches"¹⁸. » Cette rhétorique agressive nous donne un aperçu du ressentiment qui motivait cette critique. Pour des raisons idéologiques de la part du gouvernement ou pour des lacunes au niveau stratégique, cette classe d'élites ne semble pas être parvenue à faire valoir son point de vue sur le fond de leur discours si nous observons les principes de la loi de 1988. Pourtant, comme institution permanente et officielle, cette dernière est une conséquence directe du doute formulé par cette critique sur sa forme et son statut.

Cette force politique, diffuse mais influente, ne donna pas naissance à une association organisée sous la forme d'un groupe de pression ou d'un mouvement social. Toutefois, on peut présumer que leurs discours, combinés à la conjoncture politique très favorable, permirent de faire inscrire le problème à l'agenda politique et d'influencer la production des solutions, étant donné que le gouvernement au cours de ces années « devint de plus en plus conscient des critiques selon lesquelles la promotion de la diversité pouvait être une source de tension susceptible de menacer l'unité canadienne¹⁹. »

Les groupes d'intérêt pour une « intégration douce »

En 1984, malgré la reconnaissance officielle du multiculturalisme au Canada, la mission L'Égalité maintenant ! et la Commission sur l'égalité devant l'emploi révèlent la présence du racisme dans les institutions canadiennes comme les système d'éducation et de santé, les médias, les systèmes juridique et policier, l'emploi... Dans toutes les sphères et partout au Canada, on semblait retrouver des traces de la discrimination. De plus, le rapport sur L'accès des minorités raciales aux services publics gouvernementaux en 1987 révèle que les minorités raciales sont souvent traitées de façon « moins favorable²⁰ » dans leur accès aux services.

Ces critiques donnèrent des arguments et des occasions aux groupes ethniques qui avaient désormais une opportunité de faire part de leurs intérêts à propos du multiculturalisme. Eux aussi, donc, bénéficièrent d'une fenêtre d'opportunité politique très réceptive. De plus, l'expansion de l'intervention étatique dans le dossier du multiculturalisme en 1971 légitimait une réponse aux demandes des groupes qui jugeaient essentielle une action gouvernementale pour enrayer les inégalités socio-

¹⁴ Neil Bissoondath, cité dans HOULE, François (1999).

¹⁵ McROBERTS, Kenneth (1999), p. 185.

¹⁶ BRAUD, Phillipe (1982), p. 338.

¹⁷ McROBERTS, Kenneth (1999), p. 184.

¹⁸ TRENT, John E (2000), p. 209.

¹⁹ *Ibid.*, p.218.

²⁰ MOCK, Karen (2000), p. 256.

économiques provenant de l'appartenance des individus. Aussi, ce type de force politique ne trouvait pas de relais parmi les partis politiques, ceci pouvant expliquer pourquoi ils devaient diriger leurs activités vers d'autres instances qu'ils pouvaient influencer. À ce propos, le contexte suivant l'année de la sortie des rapports du gouvernement Mulroney sur la pertinence des politiques permit à certains groupes de s'institutionnaliser en participant aux processus consultatifs pour ainsi devenir des interlocuteurs inévitables de l'État en matière de multiculturalisme. Les groupes regagnèrent donc le rôle primordial qu'ils avaient joué dans l'élaboration de la première politique qu'ils avaient fortement influencée.

Tandis que les élites libérales n'avaient pas besoin de faire de représentation active de leurs intérêts à cause des acteurs qui relayaient ceux-ci à l'intérieur même des institutions et parce que leur discours s'était généralisé à travers les médias, les groupes ethniques devaient quant à eux militer plus activement. Dans ce contexte, le discours d'ordre général agrément de principes normatifs des élites était remplacé chez ces groupes par la construction d'un discours visant des objectifs beaucoup plus précis, soit la prévention de la discrimination.

Comme lors de l'élaboration de la première politique, qui au début les avait oubliés, plusieurs groupes s'exprimèrent devant un sous-comité parlementaire de consultation sur le multiculturalisme afin de présenter leurs intérêts, ce qui implique une institutionnalisation assez importante des activités de ceux-ci dans ce dossier. On peut estimer aussi qu'ils représentaient pour le gouvernement des interlocuteurs légitimes s'ils purent de manière aussi officielle faire part de leurs préoccupations.

Parmi ces interlocuteurs, le Congrès juif canadien réclamait que tous puissent avoir un accès égal aux institutions et ressources de la société et que des mesures d'action positive étaient peut-être appropriées²¹. De son côté, le Chinese Canadian Council soutenait (comme les élites intellectuelles et politiques dont nous avons parlé précédemment) qu'il fallait « éviter la ségrégation des groupes et promouvoir leur inclusion²² ». Toutefois, d'autres groupes faisaient la promotion d'une accentuation du pluralisme culturel. Certains, comme la Fédération des sociétés sikhes, voulaient faire de leur religion une religion reconnue devant la loi au Canada. Le Congrès ukrainien canadien, qui fut très actif lors de l'élaboration de la première politique en matière de multiculturalisme, croyait que la meilleure manière d'assurer l'égalité et de contrer la discrimination passait par le financement du patrimoine culturel, exactement ce à quoi les élites s'opposaient.

Ces groupes d'intérêt à vocation identitaire reposaient tous sur des bases sociales fondées sur la communauté ethnique que chacun représentait. L'intérêt primordial de ceux-ci était d'empêcher toute forme de racisme pour élever leur identité à égalité avec la nation majoritaire à travers ce

que nous pouvons nous permettre de nommer « l'intégration douce²³ ». Ainsi, on peut remarquer que ces groupes ne revendiquaient pas exactement la même chose, se faisant les transmetteurs de visions différentes de ce que devraient être les améliorations à apporter au multiculturalisme.

LES RÉPONSES APPORTÉES PAR LA LOI DE 1988

En juillet 1988, la Politique sur le multiculturalisme canadien est remplacée par la Loi sur le multiculturalisme canadien, votée à l'unanimité à la Chambre des communes et au Sénat. Cette loi semble être une réponse de la sensibilité du gouvernement conservateur aux critiques qui accusaient cette politique d'être d'ordre uniquement symbolique et destinée à charmer l'opinion publique. Toutefois, son financement ne sera pas augmenté, demeurant à 7 % de ce qui est alloué au bilinguisme officiel²⁴, ce qui explique la persistance des critiques du rôle minime de cette politique après 1990.

La nouvelle loi met l'accent sur trois éléments principaux qui répondent en fait à trois demandes différentes. D'abord, elle conserve son rôle de maintien et de valorisation du patrimoine multiculturel du Canada. Elle considère ce principe comme une condition nécessaire à la réalisation de l'égalité des Canadiens dans les sphères culturelle, économique, sociale et politique. Parce que le multiculturalisme reflète la diversité culturelle et ethnique de la société canadienne, il faut laisser à tous les Canadiens « la liberté [...] de valoriser et de partager leur patrimoine culturel, et de sensibiliser la population à ce fait²⁵ ». Étant la raison d'existence de la politique sur le multiculturalisme, ce principe demeure tel quel. Tous les acteurs, excepté les groupes néo-conservateurs, s'entendaient sur l'importance de reconnaître le pluralisme au Canada : les élites qui reprochaient à cette politique de diviser l'unité canadienne ne critiquaient pas son fondement, mais la porte qu'ouvrait celle-ci à la ghettoïsation et au pluralisme sans intégration.

Le deuxième principe répondait justement aux demandes de cette critique. Celui-ci voulait inciter l'intégration en assujettissant les minorités « aux mêmes devoirs, obligations et responsabilités²⁶ » que les autres Canadiens. Cette promotion de la participation des individus et des collectivités de toutes origines « à l'évolution de la nation et au façonnement de tous les secteurs de la société²⁷ » visait en fait à éviter la ghettoïsation en encourageant une plus grande implication des minorités culturelles. De cette manière, la loi de 1988 répondait aux préoccupations des élites et des membres du gouvernement même qui craignaient l'éclatement de la

²¹ HOULE, François (1999).

²² *Ibid.*

²³ TRENT, John E (2000), p. 205. Cette expression est formulée pour distinguer l'intégration de l'assimilation.

²⁴ McROBERTS, Kenneth (1999), p. 179.

²⁵ CANADA (1988), *Loi sur le multiculturalisme canadien*, article 3.1.a.

²⁶ CANADA (1988), *Loi sur le multiculturalisme canadien*.

²⁷ CANADA (1988), *Loi sur le multiculturalisme canadien*, article 3.1.c.

société, que la « diversité remporte sur l'unité. » Cependant, on remarque un changement radical de philosophie. À l'origine, Trudeau avait concentré ses efforts sur le cloisonnement de l'identité à la sphère individuelle, ce qui avait encouragé le renforcement des minorités à l'intérieur des ghettos, à l'avis de ses critiques : la nouvelle loi implique désormais des obligations qu'ont les individus, cela se référant à une nouvelle conception de la citoyenneté. Donc, on peut affirmer que cette intégration se fait dorénavant dans une vision du monde différente qui permet la conception d'une identité canadienne à travers la citoyenneté, ce qui représente un changement idéologique important. Comme le dit Houle, « la diversité culturelle n'apparaît plus suffisante pour cimenter l'identité canadienne²⁸. » Certainement, la nouvelle loi allait déplaire aux groupes de pression qui réclamaient le statu quo de la politique ou une loi qui encourageait davantage la conservation de la culture à travers un pluralisme radical. Ceux-ci avaient perdu cette manche et ce changement de mentalité n'allait sûrement pas leur donner raison ultérieurement, parce qu'il y avait désormais consensus sur l'importance d'une meilleure intégration.

Finalement, cette nouvelle politique donna beaucoup d'importance à la prévention de la discrimination. Le corpus de la loi mentionne à plusieurs reprises l'un de ses rôles essentiels qui est de sensibiliser la population. Cette nouvelle politique insiste aussi sur le fait que les lois canadiennes s'appliquent également et qu'elles procurent à tous les citoyens la même protection. Pendant les années 80, par exemple, plusieurs groupes ethniques avaient mentionné les difficultés de nombreux membres de minorités culturelles à trouver un emploi ou des conditions de travail identiques aux autres citoyens, et ceci a été reconnu dans l'article 3.2.a. Il en est de même avec l'accès aux institutions sociales que le gouvernement s'engageait à l'avenir à faire prendre en compte le caractère multiculturel de la société canadienne. Bref, dans son engagement à « aider les minorités ethnoculturelles à œuvrer en vue de faire échec à toute discrimination, notamment celle qui est basée sur la race ou l'origine nationale ou ethnique²⁹ », l'État avait reconnu la validité des préoccupations des groupes de pression à vocation identitaire.

CONCLUSION

On peut aisément juger cohérente cette nouvelle politique sur le multiculturalisme, parce qu'elle a su concilier les intérêts différents de plusieurs organisations dans une seule et même loi. Avec celle-ci, le gouvernement concilie l'intégration et la lutte contre la discrimination, ce qui donne naissance à une politique publique provenant de l'équilibre du rapport de force entre différents acteurs, si nous utilisons la perspective pluraliste pour observer le système de représentation canadien. De plus, comme

l'affirme Erica Claus, il est plutôt rare qu'une politique et ses principes sous-jacents reçoivent ainsi force de loi³⁰. À mon avis, les groupes ont été avantagés par une fenêtre d'opportunité très favorable qui leur a permis, sans peine, une mise à l'agenda politique du problème.

Ainsi, l'élaboration des solutions a tenu compte à la fois des élites libérales pour une plus forte cohésion et des groupes d'intérêt à vocation identitaire. Les deux utilisèrent des stratégies bien différentes : les groupes furent introduits à l'intérieur d'un processus institutionnel de consultation et les élites ont été représentées à l'intérieur même du gouvernement par la voie d'élus.

Bref, la loi de 1988 confirme et renforce l'objectif de la première politique qui était de rejeter à la fois l'assimilation et le pluralisme culturel radical. Il ne faut toutefois pas donner plus d'importance à cette politique qu'elle n'en possède, car elle semble souvent secondaire aux yeux de l'État, étant pauvrement financée et déléguée à des députés de second rang. Il reste désormais à évaluer les changements que cette loi a apportés dans la manière d'appliquer le multiculturalisme au Canada. ■

MÉDIAGRAPHIE

BISSOONDATH, Neil. Le marché aux illusions : la méprise du multiculturalisme. Boréal/Liber, Montréal.

BRAUD, Phillipe. « Représentants et gouvernants », dans Sociologie politique. L.G.D.J., Paris, 1992, p. 321-359.

CANADA (1986). Groupe de travail chargé de l'examen des programmes, Culture et communication. Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services.

CANADA (1988). Loi sur le multiculturalisme canadien.

CLAUS, Erica. « Modèle et défi du multiculturalisme au Canada » dans Les identités en débat : intégration ou multiculturalisme. L'Harmattan, Montréal, 2000, p. 229-253.

HOULE, François. Citoyenneté, espace public et multiculturalisme : la politique canadienne de multiculturalisme. Sociologie et sociétés, vol. XXXI, n° 2, automne 1999. [disponible en ligne : <http://www.erudit.org/revue/socsoc/1999/v31/n2/001354ar.html>]

KYMLICKA, Will. La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités. Boréal, Québec, 2001, 357 p.

McROBERTS, Kenneth. Un pays à refaire : l'échec des politiques constitutionnelles canadiennes. Boréal, Québec, 1999, 483 p.

MOCK, Karen. « Redéfinir le multiculturalisme au Canada » dans Les identités en débat : intégration ou multiculturalisme. L'Harmattan, Montréal, 2000, p. 253-269.

TRENT, John E. « La politique multiculturaliste au Canada : une cible mouvante » dans Les identités en débat : intégration ou multiculturalisme. L'Harmattan, Montréal, 2000, p. 205-228.

²⁸ HOULE, François (1999).

²⁹ CANADA (1988), *Loi sur le multiculturalisme canadien*, article 5.1.g.

³⁰ CLAUS, Erica (2000), p. 237.